UNION INTERNATIONALE DES MAGISTRATS
2EME COMMISSION D'ETUDES
Réunion de Madrid (Espagne) - 23 -27 septembre 2001

Communication
du Secrétariat Général de l'U.I.M. sur le thème :

LES MESURES PROVISOIRES EN PROCEDURE CIVILE
DANS LE DROIT ITALIEN (*)

I

A. Sources/ juges compétents

1. Qui règle les mesures provisoires dans votre droit (code de procédure civile, loi spéciale, jurisprudence) ?
2. Peut-on obtenir des mesures provisoires en dehors d'une procédure civile au fond ou est-il nécessaire qu'une telle procédure soit pendante ? Si les deux possibilités existent, y-a-t-il des règles différentes pour les deux procédures ?
3. Est-ce que des tribunaux ou des juges spéciaux sont compétents ?

B. Genres de mesures possibles

4. Quels genres de mesures provisoires sont possibles ? En particulier est-il possible d'ordonner
 - a. L'interdiction provisoire d'actes contraires à une obligation contractuelle ou légale,
 - b. Des mesures statuant sur la possession provisoire d'une chose disputée,
 - c. Un ordre de comparaître devant un notaire pour transférer le droit de propriété d'un immeuble,
 - d. Le paiement d'une somme d'argent ?
 - e. Une sentence déclaratoire (p. ex. statuant sur l'infraction à une marque) ou constitutive?
5. Est-ce que les conséquences (en pratique) irréversibles d'une mesure constituent un argument pour la refuser ?
6. Est-ce qu'une limite temporaire est inhérente à - ou doit être exprimée dans - toute mesure provisoire (cf. art.50 T.R.I.Ps) ?

C. Fondement et procédure

7. En général, quelles sont les conditions nécessaires pour obtenir une mesure provisoire ?
8. Est-ce que le caractère compliqué (en droit ou en fait) de la matière qui, est sujet de la demande d'une mesure provisoire, peut constituer un argument pour la refuser?
9. Quelle est - schématiquement - la procédure ? En particulier
 - a. est-ce que la procédure fait partie d'une procédure au fond ou peut-elle être instituée séparément ?
 - b. Est-il en tout cas nécessaire d'entendre l'autre partie avant de donner une mesure provisoire ? Sinon, comment l'autre partie peut-elle empêcher qu'elle soit donnée ou la faire annuler ?
10. Est-ce que les règles ordinaires en matière de preuve sont appliquées ? Sinon, comment le juge décide-t-il sur les faits disputés ?

D. Conséquences

(*) L'Association Nationale des Magistrats Italiens n'ayant pas encore nommé un délégué pour la 2^e Commission d'Etudes de l'U.I.M. à la date du 1^{er} mai 2001, le Secrétariat Général a décidé de confier à M. Giacomo Oberto la tâche de rédiger cette réponse au questionnaire proposé. La présentation de ce rapport permet ainsi de respecter le délai du 1^{er} mai 2001 fixé par le Président de la Commission en lui donnant la possibilité de rédiger un rapport de synthèse qui tienne compte aussi du système juridique italien. Ce travail (tout comme les précédents rapports italiens présentés par le même auteur à la 2^e Commission d'Etudes à partir de l'an 1991) est publié sur le *web* dans le site de l'auteur, à la page suivante : <http://www.geocities.com/CollegePark/Classroom/6218/****>.

11. Est-ce que la partie qui a obtenu une mesure provisoire doit toujours compenser les dommages qu'elle a causés, si par la suite la mesure est changée ou annulée en appel, ou sa demande principale rejetée dans la procédure à fond ? Est-il possible et/ou d'usage que le demandeur procure des sécurités pour cette éventualité ?
12. Quelles sont les sanctions quand on n'obéit pas à une mesure provisoire consistant en une ordonnance ou une interdiction ? Est-ce que d'ordinaire une telle mesure contient une astreinte ? La partie qui a obtenu la mesure, doit-elle rembourser les astreintes encaissées quand en fin de compte il perd sa cause? Des sécurités sont-elles d'usage pour cette éventualité ?
13. Dans quelles conditions une mesure provisoire peut-elle être changée ou annulée (nouvelle mesure quand les circonstances ont changé, sentence définitive dans la procédure principale, appel) ? Quel juge ou tribunal est compétent ?
14. Est-ce que l'appel ou la demande de changer la mesure a un effet suspensif ?

F. Aspects internationaux

15. Est-il possible de donner des mesures provisoires avec un effet international ? [Pour les pays qui sont parties aux conventions de Bruxelles et de Locarno]
16. Est-ce que l'article 24 de la Convention est invoquée souvent ? Avez-vous des remarques à faire sur son effet dans votre pays?

G. Problèmes particuliers et projets de réforme

17. Le sujet des mesures provisoires en procédure civile, est-il réglé de façon satisfaisante dans votre droit ? Est-ce que des réformes sont prévues ?

II

18. Quel(s) point(s) désirez-vous discuter à fond ?

III

(pour préparer les conclusions)

19. Quelles modifications proposeriez-vous au législateur dans ce domaine"

IV

20. Quel sujet proposez-vous pour l'année prochaine ?